

Voix @fff

LA PAROLE

à ceux qui ne sont pas entendus

4-5

« PAS DE RÉSEAU »

- Les délaissés de la transition numérique
- Un petit café pour s'écouter

8-9

SALLES D'ATTENTE

- «Vous n'avez rien, Madame ! »
- Être sourd : entre inclusion forcée et langue oubliée

12-13

HORS DES URNES

- Des élus trégorrois très homogènes
- Gens du voyage : sur le bord de la route politique

16

INITIATIVES

- Des visages sur les murs du Trégor
- Alzheimer : des bistrotts pour retrouver la mémoire

6-7

DANS L'OMBRE

- 24h avec des travailleurs invisibles

10-11

HORS-CHAMP

- Le repas pour (re)créer du lien social

14-15

L'ÉCOLE DU SILENCE

- L'orientation sous pression
- Harcèlement : mutisme dans les cours d'école

Voix Off est aussi sur le web



www.voixoff.infocomlannion.fr



@VoixOffJournal



@voixoffjournal

L'édito

Depuis le mois de novembre, une frange de la population jusqu'alors passée sous silence s'est parée de jaune pour faire entendre sa voix. Si tous ne partagent pas nécessairement leurs revendications, ces manifestations sont le reflet d'un sentiment partagé par de nombreux Français et Françaises : l'absence de considération et d'écoute de leur parole. Déjà en 2014, 87% des habitants de l'Hexagone déclaraient ne pas se sentir écoutés par les responsables politiques.

Malgré le mouvement des Gilets jaunes, tout le monde n'a pas pu faire entendre sa voix. Des difficultés d'exister dans l'espace public liées notamment au fonctionnement des médias. En sélectionnant les personnes légitimes ou non à s'exprimer dans leurs colonnes, ils participent à l'exclusion de certaines catégories de la population. Ce sont finalement les personnes favorisées dans leur aptitude à prendre la parole qui ont le monopole du discours médiatique. Ce manque de diversité engendre une reproduction des inégalités sociales déjà présentes dans le quotidien.

En tant qu'étudiantes et étudiants en journalisme, il nous semble essentiel de profiter de la liberté qui nous est donnée pour tenter de mettre en lumière les invisibles de l'espace public.

Voix Off est le fruit d'un mois d'enquêtes et de rencontres dans le Trégor, de Lannion à Mantallot en passant par Trégrom. Dans ce journal, nous avons tenu à donner directement la parole à ceux qui ne se sentent pas écoutés, parce que chacun a une histoire à raconter ou un message à transmettre.

La rédaction.

L'équipe

Encadrants du projet : Estelle Barraud, David Désille, Philippe Gestin, Julie Lallouët-Geffroy et Guillaume Lecaplain

Reporters : Malika Barbot, Loréna Bordiec, Garance Diaconu, Lena Guillaume, Erwan Helleux, Lily Jaillard, Cassandre Leray, Anouk Loisel, Nicolas Mayart, Benjamin Pamiseux, Armand Patou, Laureline Pinjon, Léo Roussel, Léo Tixador

Secrétaires de rédaction : Cassandre Leray, Anouk Loisel

Maquettiste : Cassandre Leray

Logo : Léo Tixador

Icônes : Daniel Bruce, Freepik

Directeur de la publication : Philippe Anglade

Imprimerie : Imprimerie Impram à Cavan

Madeleine, l'amour du breton malgré l'interdiction

Pendant une grande partie du XX^e siècle, le breton était encore interdit dans les écoles. Madeleine Lamour, née dans une famille bretonnante, n'a pourtant jamais cessé de chuchoter en cachette sa langue de naissance dans la cour de récréation.

Une pluie fine tapote les fenêtres de la maison de Madeleine, 87 ans, à Beg Léguer. À travers les vitres de sa véranda, elle observe le ciel couvert. Quelques kilomètres plus loin, derrière ces gros nuages gris, Ploubezre. Madalen An Amour, de son nom breton, y naît le 22 août 1931 de parents cultivateurs. Après avoir perdu sa mère à l'âge de 11 ans, elle grandit entourée de son père et ses huit frères et sœurs. « **On parlait uniquement le breton à la maison !** », s'exclame l'octogénaire en souriant. Et ils étaient loin d'être les seuls : à l'époque, autour d'eux, à quatre kilomètres du bourg de Ploubezre, tout le monde parlait la langue régionale. « **Le français, c'était pour les bourgeois ! Nous, dans les campagnes, on parlait breton. On nous voyait comme des plocs.** »

Pendant longtemps, les seuls mots de français que Madeleine entend sortir de la bouche des commerçants ambulants qui débarquent parfois près de chez elle. Jusqu'à ses 6 ans, quand elle entre à l'école privée à Ploubezre. Comme dans toutes les écoles de la région, le breton y est interdit, afin d'obliger les écoliers à parler français. S'il n'existait aucune loi écrite, les enseignants recevaient la consigne de limiter l'usage de cette langue. Madeleine se souvient de son premier jour : « **J'étais récalcitrante. Je ne voulais pas apprendre une autre langue que la mienne.** » Dans les salles de classe, elle parle français, chez elle, breton. Finalement, elle le parle même en ca-



Madeleine, en pleine lecture de son second livre, écrit en langue bretonne.

chette dans la cour de récréation avec ses camarades bretonnantes. « **Je n'ai jamais été punie. En même temps, je ne me faisais pas remarquer. Mais je sais qu'ailleurs, certains devaient recopier des lignes, par exemple. Il fallait détruire le breton.** »

Les mots qui s'effacent

Petit à petit, Madeleine parle de moins en moins le breton. Sa scolarité l'éloigne de la maison familiale et l'emmène à Créhen, en pays gallo, où elle n'entend plus sa langue de naissance. « **Entre sœurs, on parlait français quand on se voyait, par habitude** », admet-elle. « **Le breton me manquait. Je ne le parlais plus au quotidien, mais la langue maternelle c'est comme le vélo, ça ne s'oublie pas** », confie Madeleine, des fossettes au coin des yeux.

La langue maternelle, c'est comme le vélo, ça ne s'oublie pas !

Après avoir obtenu son brevet élémentaire à 16 ans et avoir enseigné quelque temps à Paimpol, elle revient vivre chez ses parents à Ploubezre, tout en travaillant à La Poste à Lannion. « **Lannion, c'était la ville ! Le seul endroit où on entendait du breton, c'était au marché, quand les cultivateurs venaient des campagnes vendre leurs produits.** » C'est justement dans cette ville qu'elle rencontre Marcel, dont elle tombe amoureuse. Ensemble, ils partent vivre au Havre en 1953, et ont un fils et une fille. « **Mon mari avait deux parents bretons mais n'en parlait pas un mot. Alors j'ai arrêté de le parler aussi. La chaîne de**

la langue a été brisée », souffle Madeleine.

Retrouver ses racines

« **Vous ne le croirez jamais, mais c'est mon mari qui a voulu revenir à Lannion, en 1962 ! Pas moi !** », s'esclaffe Madeleine. Le couple s'installe dans une maison à Beg Léguer, qu'ils ne quitteront plus. Et après avoir retrouvé le Trégor, Madeleine goûte à nouveau à sa langue natale. Quand son mari prend sa retraite, il décide de prendre des cours de breton par correspondance, pour s'occuper. Madeleine, pour l'aider, corrige ses exercices. « **J'étais tellement heureuse de reparler breton. Ça avait une valeur sentimentale, pour moi.** » Elle écrit même plusieurs livres en breton, dont l'un en 1998, pour raconter ses souvenirs de vie dans la campagne

ploubezrienne, *Bugale Kerugan*. « **C'est important de garder des traces de la culture et de la langue bretonne. Ceux qui ont créé les écoles Diwan, c'est incroyable ! Il fallait oser. Les écoles bilingues, il en faudrait encore plus.** »

La pluie glisse toujours le long des fenêtres. Derrière ses lunettes dorées, les yeux de l'octogénaire pétillent. Son regard n'est plus tourné vers l'horizon mais sur son livre en breton, dont elle lit un extrait. Madalen An Amour relève les yeux. « **Une langue qui meurt, c'est comme une cathédrale qui s'effondre. Il faut tout faire pour l'empêcher.** »

 *Cassandra Leray*

 *Malika Barbot*

Les délaissés de la transition numérique

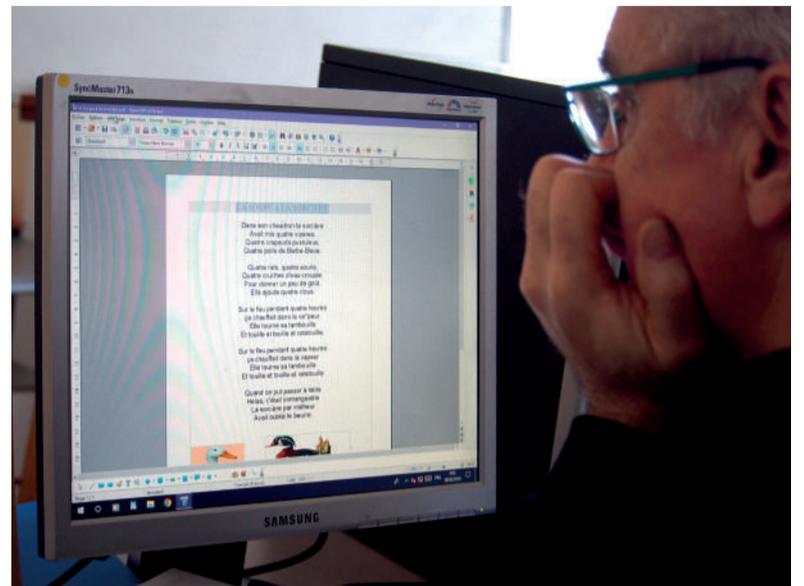
Face à l'illectronisme, l'absence de connaissances permettant de maîtriser l'informatique, des cours se développent dans le Trégor. Mais ce coup de pouce ne permet pas d'anticiper pour chacun la transition vers le tout-numérique.

André Simon écrit au tableau blanc. « Là, vous devez mettre le "c" cédille en majuscule », explique-t-il. Derrière lui, des rangées de moniteurs et d'unités centrales. Avec Yves Vastel, il anime des cours d'informatique à Pluzunet. L'association *Promouvoir et agir en Trégor-Goëlo* est en charge d'accompagner et écouter les participants. Mardi 12 février, au matin, ils sont sept à assister au cours. Tous et toutes sont retraités. À ces horaires, ce sont souvent les seuls à être disponibles. Pour la grande majorité, c'est la première année de cours. « Je suis venu pour apprendre à me servir d'un logiciel d'ordinateur, pour mon confort personnel », explique Yvon Grall, retraité de La Poste. Comme beaucoup des

participants, c'est plus par curiosité que réel besoin qu'il prend ces cours. N'ayant jamais eu recours à Internet, il ne ressent pas de manque dans son quotidien. Quant aux démarches administratives, les proches sont toujours présents pour apporter leur aide. Le tout-numérique accentue la marginalité des personnes déconnectées. Une mesure revient souvent dans les propos des participants, la déclaration d'impôt. « Je ne l'ai jamais faite par Internet, j'ai toujours utilisé la méthode classique », dit Yvon Grall. Pour le moment, les cours ne permettent pas de réaliser ces démarches administratives. Il faut d'abord maîtriser les outils de base. L'illectronisme, s'il est gênant pour les retraités, l'est plus particulièrement pour les personnes actives.

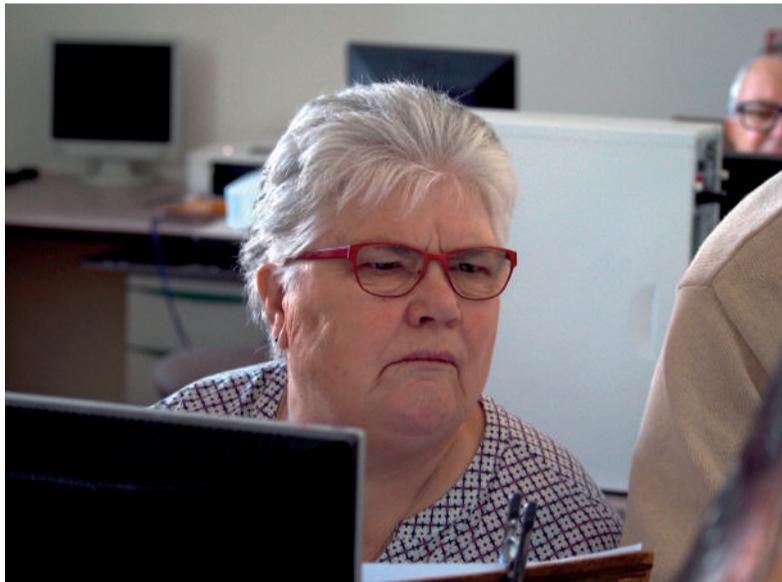
Le cas des abandonnistes

Dans le quartier de Ker Uhel, à Lannion, Goniche fait face à l'ordinateur de Pôle Emploi. À 54 ans, il fait partie des abandonnistes. Des personnes qui, par manque d'intérêt, de temps ou de moyens, oublient l'idée d'apprendre à se servir d'un ordinateur. « Pour moi, c'est une catastrophe que toutes les démarches administratives se fassent sur ordinateur », lâche-t-il. Pas de téléphone, d'ordinateur ou de télévision. Son épilepsie lui interdit d'être devant un écran plus d'une heure. Ses médecins ne veulent pas qu'il travaille. « Après 37 ans comme boulanger, faire un CDD d'un mois pour ramasser des tomates ne m'intéresse pas. » Lui se décrit comme un



homme manuel, bien loin de tout ce qui peut se passer sur Internet. Mais le tout numérique l'oblige à s'y pencher. « Je vais voir les assistantes sociales pour les démarches administratives. Ça m'embête de pas pouvoir le faire tout seul mais, au moins, je suis

sûr que c'est bien fait », admet-il. Chaque démarche l'oblige à se déplacer. Et demander de l'aide. « Rien qu'ouvrir un ordinateur, ça me stresse », dit-il tout en rangeant ses papiers. Goniche préfère vivre de lecture, de marche et de pétanque.



Lucienne Allain, 69 ans, se convertit au numérique

Parmi les élèves, Lucienne Allain. À 69 ans, elle découvre pour la première fois un ordinateur, sans être très convaincue de son utilité.

« J'ai mis les crapauds mais pas les vipères », s'exclame Lucienne Allain. Face à elle, l'ordinateur affiche une page de traitement de texte. Les doigts tâtonnent sur le clavier et hésitent face aux touches. Elle ne sait pas comment déplacer le curseur vers la ligne où figure l'erreur. L'exercice du jour : taper le texte *La Soupe à la sorcière*. À 69 ans, c'est la première fois qu'elle touche à un clavier. « J'étais en zone blanche. Je n'avais pas d'ordinateur, sans Internet je ne pouvais rien faire », explique la retraitée. Si cela fait au moins un an que Pluzunet n'est plus considérée comme zone blanche, le clic pour Lucienne date du début de l'année. Après avoir acheté un ordinateur, elle décide de prendre des cours. « Avant, c'étaient les enfants qui faisaient, maintenant je prends mes responsabilités de grande fille », dit-elle en riant, avant d'ajouter : « Les petits-enfants et les enfants sont autour. Je prends mon téléphone, j'appelle

et ils arrivent. » L'aide procurée par les proches freine la volonté de devenir indépendant sur le plan numérique. Lors d'une enquête réalisée sur l'illectronisme en 2018, le CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) affirmait que 41% des personnes renonçant à Internet se faisaient déjà aider. Dans 71% des cas, c'est par un membre de leur famille. Lucienne, dans un élan de curiosité, a décidé d'inverser cette tendance. « Je découvre plein de choses, je ne savais même pas taper. C'est passionnant », déclare-t-elle avec entrain.

Assiduité et patience

Yeux plissés derrière ses lunettes rouges, elle scrute le texte près de l'écran. À côté se trouve un classeur noir qui contient tous les exercices passés. « Après, à la maison, je refais ce que j'ai fait en cours », indique-t-elle. Elle tourne quelques pages, s'arrête et montre son classeur. Dans la pochette

transparente, figure une feuille où est écrit dans une police fantaisiste « Bonne année ». C'est l'exercice qu'elle a préféré réaliser. Sa volonté d'apprendre n'est pas liée à un besoin personnel. Être dépendante de ses enfants n'est pas une gêne pour elle. Pourtant elle est consciente qu'à l'avenir, de plus en plus de démarches seront dématérialisées. « On en aura besoin au jour le jour, ne serait-ce que pour la déclaration d'impôt, ou quand on est malade pour voir les résultats. » Pour le moment, Lucienne Allain n'a pas encore Internet sur son ordinateur. Apprendre à enregistrer un fichier n'est déjà pas une chose aisée. Si la septuagénaire fait preuve d'une motivation sans faille, elle peine encore à réaliser ce que cela peut lui apporter : « Je ne vois pas ce que ça va changer dans mon quotidien. »

Garance Diaconu

Un petit café pour s'écouter

Au cœur des Côtes-d'Armor, souvent délaissées par les pôles décisionnels, de petites communes peinent à se faire entendre. Elles y perdent leur dynamisme, leur cœur de vie. Au fil du temps, commerces et services ont fermé leurs portes. Persistent parfois de petits troquets, qui deviennent alors rapidement le seul lieu de vie, d'échange, d'écoute...



Yvon écoute Maurice, un habitué de son bar, Le Ty Coat, à Loc-Envel.

Avec ses 68 habitants, Loc-Envel est le plus petit village de Bretagne. À trente minutes de Lannion, Guingamp et Morlaix, les touristes s'y rendent pour visiter son église du XVI^e siècle, de style gothique flamboyant, ou son château. Pour y aller, il faut se perdre dans la campagne costarmoricaine. Petites routes cabossées, signalisation en breton, absence de marquage au sol. Passé le Guic, rivière affluente du Léguer, on déboule sur une vallée verdoyante. Sur la droite, le panneau d'entrée du village, où l'inscription en capitale « Loc-Envel » semble dater d'un demi-siècle.

Quelques centaines de mètres plus loin, le bourg dévoile enfin son charme : une vingtaine de maisons de granit gris ornent la route qui scinde le village. Le tout est surplombé par l'imposante église. Une copie conforme de l'un de ces paysages représentés sur les cartes postales de tourisme breton.

Les bistrotiers, oreilles de nos villages

En 2016, 5% de la population du département des Côtes-d'Armor habitait dans des communes de moins de 500 habitants. Un petit pourcentage qui concerne 5 489 personnes dans le Trégor. Ces habitants peinent à être écoutés. Heureusement, pour bavarder, il y a les cafés.

Si, pendant des années, plusieurs commerces animaient Loc-Envel, aujourd'hui, il n'en reste qu'un seul : le Ty Coat. On y est accueilli par une pancarte « Bistrot », avec un petit bonhomme souriant. À l'intérieur, une table, entourée de quatre chaises, occupe presque tout l'espace. Une guirlande lumineuse, oubliée de Noël, sert de décoration. Des photos anciennes et des dessins à l'aquarelle habillent les murs. Derrière le comptoir, un homme chauve, aux petits yeux malicieux, encadrés par une paire

de lunettes. C'est Yvon Le Parc, le patron du bar. « À l'image du village, c'est petit-petit ici. En réalité, c'est plus le bar des habitants que le mien ! Moi je leur offre un lieu de rencontre, c'est tout, explique Yvon, humblement. C'est une maison, pas un business. Parfois, je me fais 20 euros dans une journée et c'est bien », déclare le patron, l'air satisfait, derrière la tireuse de sa seule bière pression.

La porte s'ouvre. Un vieil homme de « 18 ans avec pas mal de décennies dessus » entre. « Alors, ça gazouille ? », lance le barman. Les deux personnages se racontent leur journée. Maurice est un habitué. Ici, il peut papoter, se confier, raconter des histoires de son passé. Bavard, il remonte dans ses souvenirs : « Quand j'étais petit, les femmes du village devaient nettoyer le linge des Allemands. Il y avait des mitrailleuses contre des avions, juste derrière chez moi. » Pour l'homme, ce bar est primordial dans la vie de Loc-Envel et de ses communes environnantes : « C'est simple, s'il n'y a pas ça, bah il n'y a rien. »

On s'improvise assistants sociaux, psychiatres et psychologues. On les écoute.

À quelques kilomètres de là, Trégrom. Connue pour sa plage en pleine terre, au bord du Léguer, la commune recense quelque 400 habitants. Carine et Alain Kerharo gèrent, eux aussi, le dernier café de la commune : Le Relais du Léguer. Accoudés au comptoir, quelques habitués viennent leur raconter leurs malheurs, des « brèves de comptoir », comme ils disent. « On s'improvise assistants sociaux, psychiatres et psychologues. On les écoute mais il ne faut pas leur donner de conseils, ça ils n'aiment pas trop », ironise Alain, en passant un coup de chiffon sur le comptoir.

Dans ces petits villages, les commerçants sont les oreilles attentives dont les habitants ont besoin. On y parle politique et potins. Du petit ragot au gros sanglot, tout se raconte.

Un lieu d'entraide

Dernier souffle de vie des communes, ces cafés, faute de services publics ou de supermarchés, s'improvisent souvent multitâches. Le Relais du Léguer est plus qu'un café : restaurant, épicerie, dépôt de pain, marchand de journaux et de tabac, ainsi que dépôt-vente à l'occasion. On y trouve également timbres, enveloppes et cartes postales, le bureau de Poste le plus proche se trouvant à plus de 10 kilomètres.

Au Ty Coat, on trouve également quelques boîtes de conserve sur une étagère. Maurice, sa bière à la main, parle du « petit peuple jamais écouté ». Il lance entre deux gorgées : « Par ici, c'est Louargat qui a la plus grosse part de la galette. Mais nous, on n'a pas besoin de Macron pour être gouvernés. Il n'y a pas de services publics, ici. Mais vous connaissez l'entraide ? Nous, on a ça à la place. »

*Lena Guillaume,
Laureline Pinjon*
 *Laureline Pinjon*

Le saviez-vous ?

- Le nombre de cafés, bars et discothèques a chuté de **42%** entre 2005 et 2014 en France (selon Statista).
- Dans les dix-huit communes de moins de 500 habitants de Lannion-Trégor Communauté (LTC), le nombre de cafés et/ou restaurants a été **divisé par deux**, en 20 ans (selon les déclarations SIREN).
- Sur les six plus petites communes de LTC (Tréduder, Mantallot, Plouzélambre, Berhet, Coatacorn et Troguéry), seulement **une seule** possède une boulangerie.
- Les habitants de ces communes doivent compter en moyenne **13 minutes** pour se rendre dans une grande surface.
- **Aucune** de ces six communes n'est desservie par l'un des trois principaux réseaux de bus du Trégor (TILT, TiBus, Breizh Go). Seuls les cars de ramassage scolaire les traversent. À Loc-Envel, le seul enfant du village doit prendre un taxi pour se rendre à l'école.
- Tous les matins, les lycéens de ces communes doivent faire en moyenne **20 minutes** de route pour se rendre en cours.



24h avec des travailleurs invisibles

On les voit peu et on les écoute encore moins, pourtant, leur travail est essentiel. Choix de vie ou travail nourricier, chacun pose un regard différent sur son métier. Éboueur, femme de ménage ou encore plongeur... Des travailleurs invisibles racontent leur quotidien. Tour du cadran avec ces employés de l'ombre.

7h Le ramassage des poubelles

Le soleil n'est pas encore levé, pourtant Christophe Corfec sillonne déjà les communes trégorroises au volant de son camion poubelle. Jean-Luc Omnes et Nicolas Le Bozec, eux, sont ripeurs. À l'arrière du camion, ils chargent les bennes déposées la veille sur le trottoir par les habitants. Lors du trajet, Christophe essaie d'expliquer comment est perçu son métier : « **Les gens voient quand on ne ramasse pas leurs poubelles, c'est que notre travail n'est pas si invisible que ça** », plaisante-t-il.

Travaillant auparavant au sein de la commune de Ploubezre, Christophe conduit les camions poubelle de Lannion-Trégor Communauté depuis 2003 : « **Je suis là depuis le premier jour de la création de la communauté d'agglomération** », précise le chauffeur.

Au volant, Christophe a l'œil rivé sur son GPS, indiquant le trajet à

suivre et les bennes à ramasser. Juste à côté, un écran de contrôle permet de surveiller si tout se passe bien à l'arrière du camion. C'est une tâche importante pour le chauffeur : « **On croit que c'est le plus facile de conduire, mais il faut toujours être concentré dans les manoeuvres et faire attention à ses collègues.** » Pour cela, il doit veiller à se garer au bon endroit afin que les ripeurs soient en sécurité, tout en gagnant du temps sur le trajet.

À l'arrière, les ripeurs sont les plus exposés aux risques : ils peuvent se blesser lors de chaque montée ou descente du marchepied. « **Ça peut arriver qu'il y ait des accidents sur la route, oui. À force de monter et descendre du marchepied, se faire une entorse sur un trottoir, ça arrive vite** », explique Jean-Luc Omnes. D'ici quelques heures, il aura enfin fini sa journée.



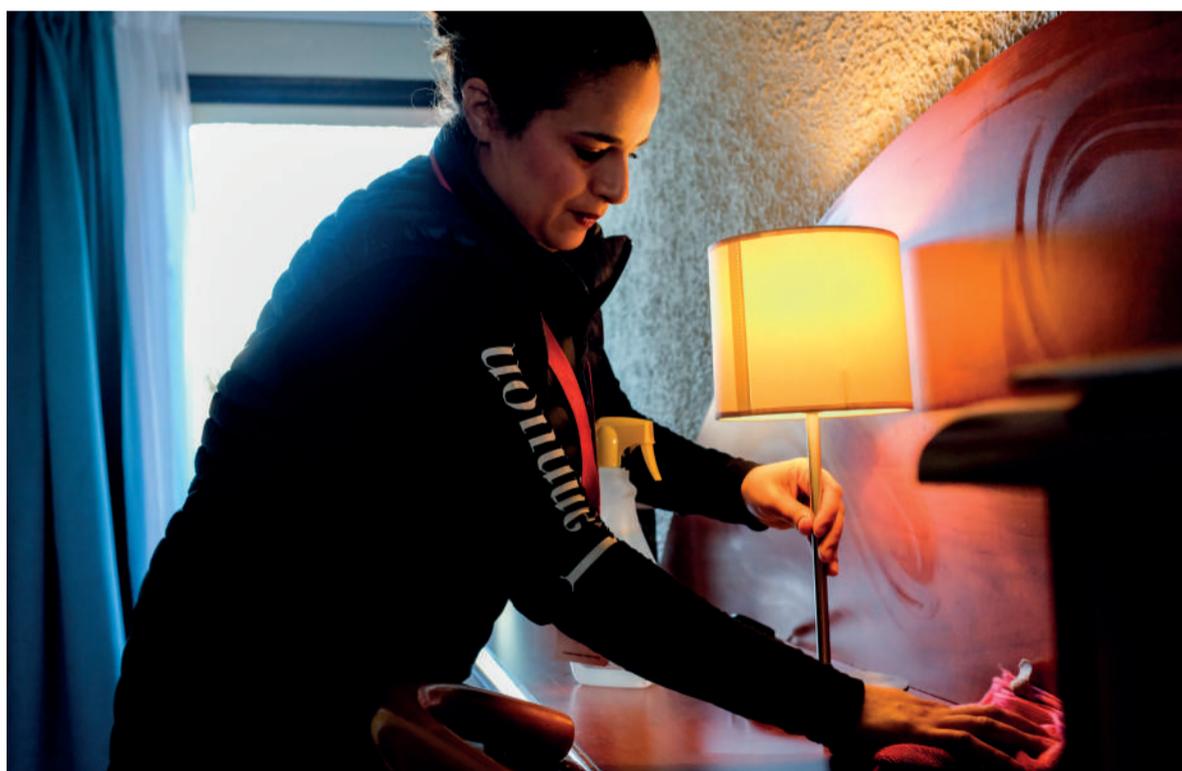
Avant de démarrer le camion, Christophe Corfec allume la caméra arrière.

10h30 Le ménage à l'hôtel

Emmitouffée dans sa doudoune noire, les cheveux tirés en arrière, Khadija Azi s'active. Elle dispose de vingt minutes pour préparer la chambre. Salle de bain, draps, poussière... Tout doit être parfait à l'arrivée des nouveaux clients. D'une main, elle lisse les draps blancs pour retirer le moindre pli. « **Il faut toujours aller vite, courir à droite à gauche,**

parce que le client arrive à 14h et il faut que ce soit prêt. » Elle n'a presque aucun contact avec les clients de l'hôtel. « **Ça se limite à quelques "Bonjour". Parfois, ils nous laissent des pourboires** », confie la trentenaire.

Cela fait six ans qu'elle travaille en hôtellerie. Elle est arrivée au Kyriad de Lannion il y a un an



Khadija passe un dernier coup de chiffon dans la chambre.

et demi. Le sourire aux lèvres, Khadija ne flanche pas malgré les difficultés du métier. « **Le dos souffre beaucoup, surtout quand on fait les lits car on n'arrête pas de se baisser.** » À ces mots, elle pose une main dans son dos et s'étire. « **Je ne gagne**

pas assez d'argent et j'ai parfois l'impression de perdre mon temps. » La jeune femme travaille 25 heures par semaine : « **Je me lève tôt pour m'occuper de mes enfants. Après, je dois attendre jusqu'à 10h pour aller travailler.** » Ce métier, elle ne l'a pas

vraiment choisi. Lorsqu'elle vivait au Maroc, elle était couturière. En France, elle n'a pas trouvé d'emploi dans ce domaine. « **J'ai besoin de bouger, de travailler. J'ai pris ce que je trouvais et je suis devenue femme de chambre.** »



Une étagère permet aux serveurs de déposer la vaisselle à Frédéric.

Frédéric Delhaye a revêtu son tablier bleu et ses chaussures antidérapantes. L'homme de 44 ans travaille comme plongeur depuis sept ans au Restaurant des rochers de Ploumanac'h. Son service vient tout juste de commencer. Des

fossettes creusent son visage alors qu'il décrit son travail avec minutie. « Par exemple, pour les coquilles d'huîtres, je les récupère, je gratte et nettoie pour enlever tous les résidus. On peut ensuite les réutiliser. » Sa casquette vert

fluo vissée sur sa tête se détache du fond grisâtre de la cuisine en inox.

Son travail, il le juge satisfaisant, même si « ce n'est pas toujours facile », admet-il. Surtout lorsqu'il doit porter de lourdes gamelles.

« Après tout, c'est un boulot comme un autre, et puis je fais ça depuis tellement longtemps maintenant... », raconte le plongeur.

Une douzaine d'assiettes sales vient d'être déposée par un serveur. Frédéric Delhaye les lave une première fois avant de les insérer dans une machine. « Je fais ce métier car je n'ai pas vraiment le choix pour gagner ma vie », lâche le Trégorrois.

En 2008, après avoir travaillé à l'usine, il a été embauché dans un restaurant à quelques kilomètres. Une toute autre histoire : son es-

pace vaisselle était séparé de la cuisine. « Je me sentais davantage isolé, plus à l'écart », se remémore-t-il.

Puis, il relativise. Aujourd'hui, ses conditions ont changé et il évoque « une bonne cohésion au sein de l'équipe ». Les clients ne le connaissent pas, mais ce sont les serveurs qui font le lien entre la salle du restaurant et la cuisine. Pourtant, sans lui, impossible de faire tourner l'établissement. Quand il est arrivé, il était payé au Smic, avec 24 heures par semaine. « Aujourd'hui, c'est 30 heures, détaille Frédéric Delhaye, et mon salaire a augmenté. »

21h30 Veiller la nuit

C'est dans la solitude nocturne du métier de veilleur de nuit que Franck se réfugie. Pouvant durer aussi bien six mois qu'un an, ses « pauses », comme il se plaît à les appeler, sont propices à l'introspection. Franck recherche cet isolement. « J'alterne des périodes où je travaille dans des métiers où l'on communique et d'autres où je me réfugie dans un travail où l'on ne parle pas. Ça me permet de réfléchir », dit Franck d'un ton posé. « Je ne le fais pas parce que ça me plaît, mais parce que je sais le faire », ajoute-t-il.

Les rares contacts qu'il a sont avec des clients qui arrivent tard à l'hôtel. Parfois, il arrive que le spa soit privatisé mais, à 22h, il n'y a plus

personne. De 21h30 à 6h30, il devient alors le seul occupant éveillé du lieu. Vérifier que les portes sont bien fermées, éteindre les lumières et couper le jacuzzi, plier le linge ou préparer la pâte à crêpes pour le buffet du petit-déjeuner... Chaque nuit se ressemble.

Sa veillée nocturne l'entraîne dans un sous-sol semblable à un labyrinthe. Il parcourt ces couloirs blancs, où seule la musique relaxante du spa rythme ses pas. Même si cette solitude ne l'effraie pas, il est toujours plus agréable d'être entouré de son. « J'écoute aussi France Info, ça fait un bruit de fond », précise-t-il. Ces conditions, Franck ne les voit pas comme une contrainte. C'est son choix, temporaire, d'épouser un



Dans les sous-sols de l'hôtel, Franck règle les machines à laver.

travail de l'ombre. « On n'est pas fait pour vivre la nuit... Le premier mois, c'est compliqué, le temps que ton organisme prenne le rythme », reconnaît le quinquagénaire. Le profil de Franck est particulier : il enchaîne les métiers. Il dit avoir travaillé dans 40 ou 50 entreprises différentes. « Je n'ai

pas de passion. C'est alimentaire, je ne recherche rien. Je change, jusqu'à me dire que j'ai ce qu'il me faut », affirme-t-il. Alors qu'il reprend place derrière le bureau de la réception, il ajoute, l'œil pétillant, « Vivons heureux, vivons cachés ! »

Malika Barbot,
Garance Diaconu,
Lena Guillaume,
Armand Patou

Malika Barbot

« Vous n'avez rien, Madame ! »

Endométriose, fibromyalgie, maladie de Lyme... Autant de maladies méconnues qui sortent progressivement de l'ombre. Pour autant, les personnes qui en souffrent sont rarement prises au sérieux et ne réussissent généralement à obtenir un diagnostic que plusieurs années après l'apparition des premiers symptômes.

Entre cinq et dix ans. C'est le temps qu'il faut, en moyenne, pour poser un diagnostic sur certaines maladies méconnues telles que l'endométriose ou la fibromyalgie, d'après plusieurs rapports de la Haute autorité de la santé. Ces années d'errance bouleversent le quotidien des malades, les poussant à aller de médecin en médecin pour essayer de comprendre, ou encore à enchaîner les examens médicaux sans obtenir de réponse. Camille Dumont, 24 ans, atteinte d'endométriose (*maladie provoquant des douleurs intenses pendant les règles et les rapports sexuels*), en témoigne : « **J'ai été diagnostiquée au bout de deux ans. On peut penser que c'est rapide, par rapport à la moyenne. Mais deux ans avec des douleurs insupportables sans savoir, c'est interminable.** »

De son côté, Laurence Meuric, 46 ans, estime avoir « **de la chance** » : sa fibromyalgie (*maladie causant des douleurs multiples et une grande fatigue*) a été diagnostiquée au bout de « **seulement** » un an. Pour elle comme pour Camille, le plus difficile a été de réussir à se faire entendre par le corps médical.

Mettre un mot sur les souffrances

Quand les premiers symptômes apparaissent et inquiètent les malades, le réflexe est de consulter un médecin généraliste. Pourtant, les patients se retrouvent fréquemment face à un mur d'incompréhension

lorsqu'ils sont atteints de maladies difficiles à diagnostiquer. Par exemple, dans le cas de la fibromyalgie, rien d'anormal n'est visible sur les examens. Et pour l'endométriose, les lésions sont difficilement visibles et souvent repérées quand la maladie est déjà avancée. « **J'ai vu une dizaine de médecins mais un seul m'a diagnostiquée. Les autres me prescrivaient des tas de comprimés. J'en prenais jusqu'à une vingtaine par jour** », raconte Camille. Ses premières douleurs apparaissent en 2015 : maux de ventre, nausées, douleurs pendant les rapports... Au bout de deux ans, elle finit par mettre un nom sur ses douleurs : l'endométriose.

Cette étape a été une véritable délivrance pour Laurence, fibromyalgique : « **Quand on souffre au quotidien pendant un an et qu'on ne sait pas ce qu'on a, on se dit tout, même que c'est dans notre tête...** »

Si le diagnostic n'est pas un médicament, savoir enfin d'où viennent les souffrances est rassurant. « **Je me suis faite traiter de folle par un médecin. Ils disaient tous que c'était dans ma tête** », confie Camille.

Incompréhension et isolement

Pour les malades, la réaction de l'entourage est décisive. Si le mari de Laurence la soutient depuis le début, tout n'a pas été si simple. « **Il y a des amis et des collègues**

qui n'ont pas compris, qui disaient que je n'avais pas envie de travailler, que j'étais juste fainéante... », regrette-t-elle. Même problème pour Camille : « **À part avec mes parents et mon compagnon, je ne pouvais pas en parler.** »

On est lâchés dans la nature sans savoir quoi faire ou à qui parler.

C'est justement pour lutter contre ce sentiment d'isolement et libérer la parole des malades que Laurence a créé l'association *Ma fibromyalgie au quotidien en France* en 2015, parce qu'« **une fois diagnostiqués, on est lâchés dans la nature sans savoir quoi faire ou à qui parler** ». L'objectif : aider les malades dans leurs démarches mais, surtout, leur permettre d'échanger pour qu'ils se sentent moins seuls. Ils le font au travers de cafés-rencontres, mais surtout d'un tchat, qui regroupe 2 500 personnes atteintes de fibromyalgie en France. « **Il y a beaucoup de gens qui n'ont personne à qui en parler et ce tchat est leur seul moyen de sortir du désarroi et de l'isolement.** »

Camille a, elle aussi, rejoint des groupes de parole pour se sentir soutenue et écoutée : « **Au départ, c'est crucial car ça aide à libérer la parole. Mais il faut réussir à s'en détacher à un moment, sinon c'est un cercle vicieux et on ne parle que de la maladie.** »



Le diagnostic, et après ?

Au-delà de l'incompréhension des médecins et de l'entourage, les malades atteints de pathologies méconnues font face à un problème encore plus complexe : l'absence de traitement. Ils ne se voient généralement rien prescrire à part des antidouleurs, pas toujours efficaces et provoquant de nombreux effets secondaires. C'est pour cette raison que Laurence a choisi d'arrêter les médicaments en juillet 2017. Elle s'est alors tournée vers des médecines alternatives : en plus de la kinésithérapie, elle a recours à la balnéothérapie (*soins effectués par des bains généraux ou locaux*) et à la gymnastique douce. Elle est même allée voir un guérisseur. « **Ce sont nos seules solutions, il ne nous reste plus que ça...** », confie Laurence. Même son de cloche pour Camille, qui ne jure plus que par l'ostéopathie et est aussi passée par l'hypnose ou encore un magnétiseur.

Dominique Baron, docteur spécialiste de la fibromyalgie, travaille au Centre de rééducation et de réadaptation fonctionnelles en milieu marin de Trestel, à Trévou-Tréguignec. Pour lui, il est essentiel de combiner médecines alternatives

et traditionnelles pour améliorer la qualité de vie de ses patients. « **Nous avons recours à un sophrologue, à l'hypnose ou encore à la réflexologie plantaire. Il faut redonner le plaisir de vivre au patient. Ensuite, c'est à lui de faire un effort : il faut avoir envie de s'en sortir.** »

Mais, pour l'ensemble de ces maladies complexes et méconnues, le manque de solutions pérennes est problématique. « **Il y a de la recherche, mais c'est vrai que pour l'instant, il n'existe pas de traitement efficace** », souligne Alain Cordesse, gynécologue à Lannion, à propos de l'endométriose. Des recherches qui, pour les patients, n'avancent que trop lentement. Malgré tout, le véritable problème reste le manque de sensibilisation, qui va parfois jusqu'à briser définitivement le lien entre malades et corps médical, comme en témoigne Camille : « **Je ne sais pas si je referai confiance un jour à un médecin.** »

*Cassandra Leray,
Anouk Loisel*

Malika Barbot

Lexique

L'endométriose

C'est une pathologie qui touche 10 à 15% des femmes en âge de procréer. Au cours du cycle, sous l'effet des hormones, l'endomètre, la muqueuse qui tapisse l'utérus, s'épaissit en vue d'une éventuelle grossesse. S'il n'y a pas de fécondation, il se désagrège et saigne. Ce sont les règles. En cas d'endométriose, la muqueuse, au lieu de se désagréger, se développe hors de l'utérus et provoque des lésions. Les principaux symptômes sont les douleurs pendant les règles et les rapports sexuels.

La fibromyalgie

C'est une maladie caractérisée par des douleurs diffuses et multiples, engendrant une fatigue importante et englobant une centaine de symptômes différents. Elle touche environ 2 à 5% de la population française, et huit malades sur dix sont des femmes. La cause de cette pathologie n'est pas connue actuellement. Dans la majorité des cas, l'apparition de la maladie aurait lieu vers 40-45 ans. Elle serait causée par un choc émotionnel important, récent ou antérieur.

Être Sourd : entre inclusion forcée et langue oubliée

À l'heure du Grand Débat et des mouvements sociaux tels que celui des Gilets jaunes, une voix peine à se faire entendre dans le brouhaha de l'espace public : celle des Sourds. La faute à une pauvre reconnaissance de la langue des signes et un manque d'accessibilité.

Ils sont une dizaine à être assis, sans un bruit, dans la maison des Sourds de Saint-Brieuc. Tous sont membres de l'association des Sourds des Côtes-d'Armor, groupe réunissant les Sourds du département afin de promouvoir leur culture et valoriser leurs droits. Moyenne d'âge : 50 ans. Ce jeudi, c'est réunion, avec au programme les questions du Grand Débat. Les échanges commencent. Pourtant, le silence règne en maître. Parfois, sur un sujet sensible, des sons s'élèvent mais Sandra Sorgniard, secrétaire générale de l'association, calme vite le jeu. Mariée à une personne sourde, elle connaît la langue des signes et fait aujourd'hui figure d'interprète et de médiatrice. Le débat se poursuit, les gestes sont plus agités. C'est donc ça, un véritable dialogue de Sourds. Une discussion comme le feraient des entendants, avec comme seule différence le mode

de communication : ici, on parle avec les mains.

« C'est la langue qui fait notre culture »

« Être Sourd, c'est une fierté », affirme l'un d'entre eux lors de la pause déjeuner. « C'est la langue qui fait notre culture », traduit Sandra. D'autres autour de la table marquent leur désaccord : ils déplorent d'être hors de la norme. « Pour l'ancienne génération, c'est difficile d'être fière, car c'était une honte d'être Sourd », confie Sandra.

Il faut dire qu'auparavant, il ne faisait pas bon « signer », c'est-à-dire utiliser la Langue des signes française (LSF). Celle-ci a été bannie par les prêtres entendants et oralistes en 1880 lors du Congrès de Milan. Cette décision marquera des générations de Sourds, punis



pour avoir signé plutôt que parlé, notamment pendant la scolarité.

C'est au Sourd de s'adapter, jamais à l'entendant.

Mais être Sourd en France, c'est surtout être exclu. Cela commence dès l'école : la langue des signes, bien que reconnue par l'État comme langue d'apprentissage depuis 2005, est très rarement enseignée aux jeunes Sourds. Résultat : ils ne peuvent que difficilement l'apprendre. Peu d'établissements proposent l'apprentissage de la LSF et du français écrit. « On est obligé de placer les élèves dans des classes spécialisées, souvent loin de leur famille. Ça crée un vrai isolement. C'est au Sourd de s'adapter, jamais à l'entendant. » Pourtant, la loi de 2005 oblige chaque école à être en mesure d'accueillir des enfants sourds, sous différentes conditions d'aménagement.

Une vie face aux murs

Une fois les bancs de l'école quittés, seulement 10% des Sourds ont un diplôme d'études supérieur au baccalauréat. C'est alors à une multitude de murs que se heurte la communauté. « Quand mon mari va à la banque et que je ne

suis pas là, on doit faire appel à un interprète. C'est 60 euros de l'heure, sans compter le déplacement. Donc, un rendez-vous à la banque, pour nous, c'est une dépense à prévoir », raconte Sandra. Même problème quand on va à l'hôpital, qui est pourtant un service public. Faute d'interprètes disponibles, les séances deviennent vite un jeu de mimes et de devinettes au goût amer. Même dans leurs loisirs, les Sourds sont en difficulté. « On voulait des séances de cinéma sous-titrées. Pas grand-chose, juste un film par semaine. Les patrons des cinémas nous ont répondu que ce n'était pas rentable. »

La Langue des signes dans la Constitution

La politique ? Ne leur en parlez pas. Comme beaucoup d'autres Français, les Sourds des

Côtes-d'Armor ne croient plus aux promesses, rarement traduites en Langue des signes, lancées par les politiciens. « En 2005, on pensait vraiment que la Langue des signes serait inscrite dans la loi et les mœurs, que ce soit dans les administrations, les écoles ou tout autre espace. Mais, malgré les lois d'accessibilité, nous sommes toujours exclus, comme avant », traduit Sandra.

Pour elle, la solution est simple : « Inscire la Langue des signes française dans la constitution. » Ainsi, l'utilisation généralisée de cette langue serait obligatoire et même mieux, un devoir citoyen.

 Erwan Helleux

 Léo Tixador

Sourds ou sourds ?

Comment savoir s'il faut mettre en capitale le S de sourd ? C'est simple : le terme Sourd désigne en fait la communauté sourde, souvent de naissance, utilisant la Langue des signes comme moyen de communication. Loin des termes comme « malentendants », Sourd englobe surtout la notion de communauté et de culture sourdes. Car être Sourd est une culture, reposant sur sa propre langue, ses valeurs et ses objets culturels. Finalement, être Sourd, c'est donc être différent, non pas à cause d'un handicap, mais bien de par son identité.



Le repas pour (re)créer du lien social

Une télévision déblatère en bruit de fond et comble les quelques silences reposants. Dans la maisonnette de l'association catholique Saint-Vincent-de-Paul, tous types de profils se côtoient : des demandeurs d'asile, des sans domicile fixe, des anciens détenus, des personnes souffrant de problèmes psychiatriques, ou encore des victimes de violences conjugales. Tous sont dans une situation de détresse, physique ou psychologique. L'hébergement comprend deux chambres et sept personnes peuvent y loger, pour une durée d'environ une semaine. 80 bénévoles se relaient chaque jour pour donner un moment de repos aux personnes à la rue. Le soir, tous les hébergés mangent ensemble. Un moment convivial, qui permet de recréer du lien social.



À 19h, le repas est partagé à une grande table, dans une pièce à vivre. Ce moment convivial permet à chacun de se réchauffer, autant humainement que physiquement. Marie (à droite) est la seule salariée de l'association. Autoritaire mais dynamique et positive, elle est à l'écoute de tous dans la maison.

**Bonifacio,
38 ans**

Bonifacio Nlomba Mampoyila est arrivé en France le 8 janvier 2019. Le demandeur d'asile a fui l'Angola pour des raisons politiques. Il y était activiste pour les droits sociaux, au sein d'un mouvement révolutionnaire. Depuis janvier, il est transféré d'un centre d'hébergement d'urgence à un autre : Saint-Brieuc, Lannion, Lamballe... Ses journées, il les passe dans des centres d'accueil de jour, à la bibliothèque ou dans le hall de l'hôpital, où la wifi est gratuite.



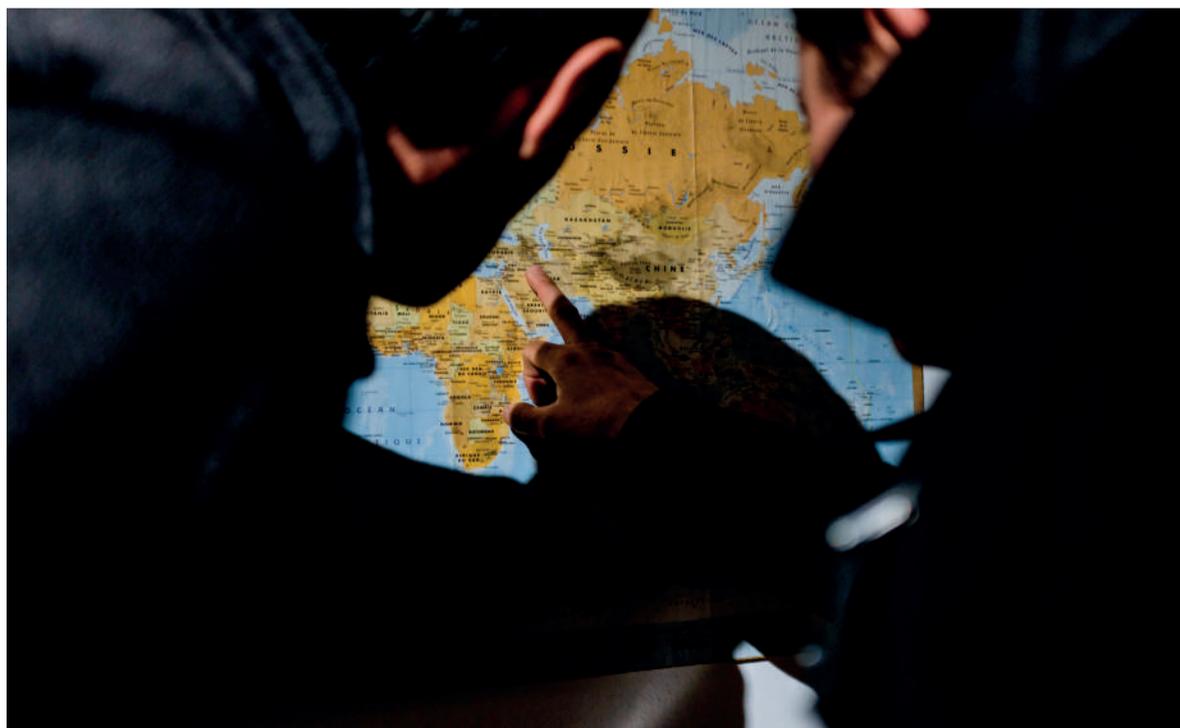
Au cours d'un repas, une discussion sur la démocratie s'instaure. Bonifacio (à gauche) évoque la situation politique dans son pays. Il déplore la corruption. La situation de la Géorgie est aussi abordée mais Mamuka ne parle pas d'autres langues que le géorgien. La communication passe seulement par les expressions du visage et les signes. Puis, l'échange bifurque sur les hébergements d'urgence. « Je m'interdis tout jugement », déclare alors un bénévole. Il évoque des gens qu'on voit peu habituellement et qui viennent à Saint-Vincent-de-Paul : « Il suffit d'un accident de la vie. Tout le monde peut plonger. »



Une soupe de légumes faite maison est partagée entre les hébergés d'urgence. Un moment de pause et de tranquillité.

re
C'est de là
que je viens.

Le repas est fini mais les échanges se poursuivent. Serhat Karakaya (à droite) est arrivé de Turquie en 1996, pour des raisons économiques. Mamuka Tsiklausi est Géorgien (à gauche). Tous les deux, ils s'indiquent sur la carte leur pays d'origine.



 Malika Barbot

Des élus trégorrois très homogènes

Un homme blanc, la soixantaine, issu de la classe moyenne supérieure : voilà à quoi ressemble le portrait type du maire du Trégor. Un profil qui contraste avec celui de la population costarmoricaine, bien plus diversifiée.



Des élus peu à l'image de la population qui, donc, ne connaissent pas les difficultés quotidiennes des petites gens. C'est ce qui pourrait expliquer, en partie, la forte abstention lors des dernières municipales (2014) : à Lannion, elle avoisinait les 40%, contre 33% à Perros-Guirec. Et les bureaux de vote bretons seront encore plus silencieux aux élections européennes de mai prochain. Selon un sondage BVA pour la presse régionale, publié le 14 décembre 2018 dans Le Télégramme, près de 53% des sondés ne sont pas intéressés par le scrutin.

Lors des dernières élections municipales, seules quatre femmes se sont hissées à la tête d'une des 57 communes de Lannion-Trégor Communauté. Une absence de

parité d'autant plus surprenante puisque les femmes sont 20 000 de plus que les hommes dans les Côtes-d'Armor.

Les cadres majoritaires

L'étude du profil de quatorze maires des communes environnantes de Lannion, révèle que la plupart sont cadres dans le privé ou le public, ou retraités d'une fonction similaire. Une catégorie qui ne représente que 5,5% de la population du département. Les ouvriers et les employés constituent respectivement 13,8 et 14,7% de la population costarmoricaine (Insee, recensement 2015).

Pourtant, aucun des maires n'a côtoyé les chantiers de près et un seul est employé. Ainsi, beaucoup

d'habitants sont en droit de se demander ce que savent ces maires de la pénibilité physique au travail. Et des discriminations sexistes ou racistes dans les recrutements. « J'avoue que j'ai du mal à m'identifier à des gens qui n'ont pas grand-chose à voir avec moi. Ils n'ont rien de la vie que j'ai », explique Clément, 23 ans, maçon rencontré dans le centre-ville de Lannion.

Pour comprendre celles et ceux qui ne votent pas, ou plus, il faut aller à leur rencontre dans les cafés, ou sur la place centrale. Problème : les abstentionnistes restent difficiles à trouver et donc à interroger. Pourtant, Guillaume, Elise et Jean ont souhaité faire entendre leur voix.

Paroles d'abstentionnistes

Ils ont tourné le dos au bulletin de vote. Ces Lannionnais livrent les raisons pour lesquelles ils ne croient pas, ou plus, au système politique actuel.



GUILLAUME LOUVION, 33 ans

« Si le vote servait à quelque chose, ça ferait longtemps qu'il serait interdit. » Guillaume Louvion, 33 ans, s'amuse à paraphraser cette citation de Coluche. La dernière élection présidentielle ? Il ne l'a toujours pas digérée. « Ils ont mis l'arsenal Le Pen en face pour être sûr que Macron soit élu. Les dés étaient pipés dès le début. »

Pire encore, les décisions politiques seraient, pour la plupart des personnes rencontrées, favorables uniquement à une infime partie privilégiée de la population. C'est en tous cas l'avis d'Elise Pont, Lannionnaise de 20 ans. Si elle

s'est déplacée aux urnes lors du premier tour des présidentielles 2017, elle est restée chez elle lors du duel Macron-Le Pen. Une décision qu'elle compte réitérer lors des Européennes. À 20 ans, elle ne supporte plus le « manque de renouvellement de la classe politique et l'absence d'intérêt porté à ceux qui travaillent ».

Pour faire entendre sa voix, elle n'exclut pas les moyens alternatifs au vote : « Il faudrait faire plus de grèves, de manifestations pour essayer de faire comprendre tout ça. Mais, à chaque fois, on n'est pas écoutés. »



JEAN LÉTURGIE, 35 ans

Jean Léturgie, 35 ans, s'abstient à chaque élection depuis plus de seize ans. Le déclic a eu lieu lors du second tour de l'élection présidentielle de 2002, opposant Jean-Marie Le Pen à Jacques Chirac.

Ce choix par défaut, entre deux candidats, il ne veut plus le refaire : « Je ne me reconnais plus là-dedans et je n'ai plus envie de voter par contrainte. En me rendant aux urnes, je cautionnerais un système que je refuse. »

Si le trentenaire assume le choix de s'abstenir, il ressent toutefois une certaine pression : « Les po-

litiques et les médias répètent sans cesse d'aller voter, pour moi c'est de la manipulation. »

S'ils s'abstiennent pour l'instant, la majorité des personnes interrogées sont prêtes à renouer avec l'urne si le vote blanc venait à être comptabilisé. 80% des Français seraient favorables à cette reconnaissance, d'après un sondage BVA du 11 février.

Aucune mesure n'est encore prise, mais Emmanuel Macron a d'ores et déjà déclaré, le 10 décembre 2018, vouloir « poser la question de la prise en compte du vote blanc ».

310 000

C'est le nombre de Français qui n'ont pas le droit de voter, à cause d'un handicap mental, psychiatrique ou encore d'un acte criminel. Sophie Cluzel, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées, a promis de lever cette interdiction définitivement, et ce avant 2020.

Nicolas Mayart, Benjamin Pamiseux, Armand Patou

Nicolas Mayart

Gens du voyage : sur le bord de la route politique

Les gens du voyage restent généralement à l'écart des débats de société. Pourtant, à Lannion, certains ont quitté leur caravane pour aller sur les ronds-points, avec les Gilets jaunes.

Mike ou « Le gros », comme sa cousine l'appelle, est originaire de Saint-Brieuc et gagne difficilement son pain sur les marchés. Peu politisé jusque-là, il se revendique Gilet jaune de la première heure. Les ronds-points lui ont offert un endroit où parler Smic, Macron et fins de mois.

Mike est costaud et porte une barbe de trois jours. Il est d'abord peu bavard et renfrogné : « Avant, ça ne m'intéressait pas. Les protestations, c'était pour les infirmières, les policiers. » Finalement, il devient rapidement plus loquace : « Aujourd'hui, le mouvement des Gilets jaunes, ça rassemble tous ceux qui sont dans la galère. Je me retrouve vraiment dans les revendications. »

Gilets jaunes : une voie d'intégration ?

Tout comme quelques camarades de manifestation, Mike fait des travaux chez lui, dans sa future cuisine. Mais le papier peint des murs, c'est d'une caravane vide qu'il le retire. Ce grand brun n'est pas seulement Gilet jaune, il fait aussi partie des gens du voyage. Installés sur l'aire d'accueil de Lannion, certains membres de la communauté itinérante ont décidé

d'investir les ronds-points de la ville ensemble.

Entre le brasero et la cabane de fortune, les gens du voyage et les « gens normaux » discutent. Pour Mike, c'est de cette manière que les clichés tomberont. « À force de rigoler ensemble, ça a cassé l'image de voleurs de poules qu'ils pouvaient avoir de nous, avec les reportages télé nous caricaturant... »

On est comme vous, la seule différence, c'est qu'on vit en caravane.

D'ailleurs, à l'appellation « gens du voyage » ou « gitan », il sur-saute. Malgré son mode de vie atypique, il déteste être montré du doigt et vu uniquement d'un point de vue marginal. « On est comme vous, la seule différence, c'est qu'on vit en caravane. Quand je manifeste sur les ronds-points, je le fais en tant que travailleur et pas en tant que gens du voyage. »

Une petite femme rousse aux yeux bleus, tout sourire, entre à cet instant dans la caravane. C'est Laura, la cousine de Mike, surnommée « La rouge ». Sans perdre sa

bonne humeur, elle confirme cette peur d'être marginalisée. « Quand je rencontre quelqu'un, je ne dis pas : "Bonjour, je suis gens du voyage". Non, je suis Laura avant tout. » Mike, très impliqué dès le début dans le mouvement, ne représente pourtant qu'une petite partie de l'aire d'accueil. Seule une dizaine de ses résidents ont investi les ronds-points. Les autres souhaitent être « laissés tranquilles ». Vivre à l'écart, en dehors des débats de société, fait aussi partie intégrante de leur culture.

Peu familiers des bureaux de vote

L'aire d'accueil de Lannion, c'est une trentaine de caravanes sur le bitume, plus ou moins vétustes, entre forêt et centres de recherche. Un feu de cartons brûle à l'extérieur. L'entrée est simple, personne n'arrête les sédentaires pour leur demander ce qui les amène. Mais si les enfants jouent sous le soleil d'hiver, leurs regards n'en sont pas moins suspicieux à la vue d'inconnus.

Alexandrine Boivin, grand-mère de nombreux bambins jouant autour, est l'une des seules à avoir l'habitude de parler aux sédentaires. La septuagénaire a mené la bataille contre Lannion-Trégor Communauté, propriétaire de l'aire d'accueil, afin d'obtenir des sanitaires décentes. Un combat qui s'est soldé par un échec. Peut-être une des raisons pour lesquelles elle n'a jamais voté, « sauf une fois, pour les dernières élections présidentielles ».

Si les gens du voyage sont, pour la plupart, peu politisés, Laura, la cousine de Mike, semble faire exception. Non sans fierté, la petite rousse explique n'avoir jamais manqué une élection, « sauf une ou deux fois, pour les Euro-



Josué a demandé un logement en maison pour lui et sa famille.

péennes je crois ». C'est aussi elle qui, durant quelques mois, a distribué dans les boîtes aux lettres les programmes des candidats aux présidentielles, en 2017. « On fait souvent ça nous, ça rapporte un peu. » Mais la plupart des habitants de l'aire sont à l'image d'Alexandrine, ils ne votent jamais, ou exceptionnellement pour des élections présidentielles.

S'ils vont peu aux urnes, c'est aussi à cause d'un « illettrisme encore très répandu », explique Serge Faïndt, directeur de l'association *Itinérance 22* qui agit dans les Côtes-d'Armor. « Nous les aidons notamment à s'inscrire sur

les listes électorales. »

Le beau-fils d'Alexandrine, Josué, un grand brun barbu, confie : « On n'a pas beaucoup été à l'école, alors on parle pas très bien et c'est aussi pour ça qu'on est réservés. » Timide peut-être, mais pas tant que ça : lui aussi a pris la route, en novembre, pour rejoindre les Gilets jaunes sur les ronds-points.

 Benjamin Pamiseux

 Léo Tixador



L'orientation sous pression

Très tôt, les élèves doivent choisir leur voie professionnelle. Cette période d'orientation est synonyme d'angoisse pour bon nombre d'entre eux. Les injonctions de leur entourage s'ajoutent souvent aux attentes sociales qu'ils ont intériorisées.

Au lycée Félix-Le Dantec de Lannion, Apolline, élève en Terminale, se confie : « **Je suis inquiète par rapport à la fac, j'ai peur de ne pas y arriver, et je suis terrorisée à l'idée de me devoir me réorienter.** » Pour deux tiers des élèves, l'orientation est une source de stress et un moment difficile à vivre, d'après le rapport 2018 du Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco).

Une « pression à la réussite »

Cette pression, qui pèse sur les épaules d'Apolline et de milliers d'autres élèves, c'est celle de tout un système. Comme l'explicitait en 2001 Céline Giron, docteure en psychologie sociale, dans son ouvrage *Le stress à l'école*. « **L'enjeu, c'est celui de la réussite de l'entrée dans la société. L'enfant est donc confronté à cette pensée commune qui prend la forme d'une pression à la réussite qu'il va très tôt intérioriser.** » Sans compter que la réorientation est encore souvent perçue comme un échec. Laureline, étudiante en IMR (Informatique, Multimédia et Réseaux) à l'Enssat, l'école d'in-



génieurs de Lannion, peut en témoigner : après deux ans de classe préparatoire en mathématiques, elle s'est réorientée en DUT Informatique. « **J'ai pu constater à quel point c'était mal vu d'avoir un parcours atypique : une école d'ingénieurs m'a refusée à cause de ça,** raconte-t-elle. **On ne rentre plus dans les cases du système scolaire...** »

Influencés par l'entourage

La période d'orientation, durant laquelle un élève sur deux se sent mal accompagné toujours d'après le rapport du Cnesco, doit en plus se faire dans un contexte de pressions familiales et éducatives parfois importantes. Beaucoup de jeunes font ainsi des choix qui ne correspondent pas à leur volonté. Ces influences s'expliquent notamment par leur jeune âge : certains adultes ne les considèrent pas comme étant assez matures ou prévoyants pour faire des choix que eux considèrent comme raisonnables. Selon Nathalie Le Gall, directrice du CIO (Centre d'information et d'orientation) de Lannion, « **avec le chômage, beaucoup de parents sont angoissés,**

Dantec. « **C'est la poubelle des mauvais élèves.** »

Les professeurs tendent également à reproduire des clichés sur les parcours : la filière littéraire n'aurait pas de débouchés, contrairement à son homologue scientifique, les meilleurs élèves devraient se diriger vers des classes préparatoires, des IEP (Institut d'études politiques)... Même si ces choix ne sont pas ceux qui mèneraient l'élève au métier qu'il souhaite exercer.

Depuis la réforme des lycées, les professeurs se prononcent en faveur ou en défaveur des vœux d'orientation des élèves de Terminale en remplissant une « Fiche avenir ». Difficile de savoir quel poids ont ces appréciations sur le processus de sélection des étudiants, mais Sophie, mère de famille, désapprouve cette méthode : « **Les profs ont une vision incomplète de l'élève puisqu'ils ne le voient que dans le cadre de leur cours, alors qu'il pourrait s'épanouir complètement s'il était dans un domaine qui lui plaisait.** »

Professeurs et parents, partant d'une bonne intention, cherchent donc à orienter les élèves vers un avenir qu'ils jugent prometteur ou adapté à leur « profil ». Des injonctions qui empêchent parfois les élèves de suivre la voie qui leur correspond réellement. Et qui traduit un manque de confiance cruel envers la jeunesse.

*Anouk Loisel,
Laureline Pinjon*

Anouk Loisel

Trois questions à Manuella Radigue, coach professionnelle et personnelle

Quelle est la différence entre votre métier et celui des conseillers de l'orientation de l'Éducation nationale ?

J'interviens en amont, quand il y a des blocages. Je vais travailler sur l'humain, pour qu'il se découvre, qu'il connaisse ses valeurs, ses besoins, ses limites. Je pousse les élèves vers leur zone de talent, qui doit lier la joie, le plaisir et la gratitude.

Vous faites le constat de nombreuses pressions de l'entourage. Y a-t-il une évolution des mentalités ?

Oui, on est dans une génération qui réfléchit sur le sens qu'elle veut donner à sa vie. On ne peut pas vivre en marche forcée très longtemps. On n'a plus envie de ça à notre époque. Les parents veulent que leurs enfants réussissent, mais aussi qu'ils soient heureux. Ça évolue moins vite dans le système éducatif.

Qu'est ce qui ne va pas dans le cadre scolaire ?

Il est beaucoup dans la sanction, on ne relève que les faiblesses. Parfois, l'enfant ne comprend pas pourquoi il devrait travailler, il ne se retrouve pas dans le système scolaire. Je pense qu'il faudrait coacher les enseignants pour les initier à la psychologie positive et aux systèmes de motivation.

20%

des jeunes de 18-25 ans estiment ne pas avoir eu le choix de leur orientation.

LÉONARD FONTAINE,
ÉTUDIANT EN INFORMATIQUE

Enfant, j'avais des facilités à l'école. Mon père s'est imaginé que j'allais devenir un grand ingénieur. Même si j'ai toujours dit que je voulais faire du dessin mon métier, tout le monde autour de moi me répétait que je pouvais faire « mieux ». Il a fallu que je sois seul à Lannion pour m'émanciper. L'année prochaine, j'irai en école de dessin.

DAVID RIVOALLAN,
ANIMATEUR DU POINT INFORMATION JEUNESSE À LANNION

En Troisième, on me disait qu'avec mes notes, la Seconde serait trop dure. Alors, j'ai suivi un ami en BEP Production mécanique. À 27 ans, je me suis aperçu que ce n'était pas ce que je voulais faire. J'ai arrêté et fait un bilan de compétences. Le métier d'animation est tout de suite sorti, je me suis donc reconverti.

LÉA PRATI,
ÉTUDIANTE EN JOURNALISME

Mes parents ont toujours voulu que ma sœur et moi on ait un niveau d'études élevé. Ils m'ont poussée inconsciemment à aller en double licence à la Sorbonne, et mes profs aussi, parce que j'avais 17 de moyenne. J'ai fait un an là-bas, puis j'ai préparé les concours pour l'IUT de Lannion. Ça a brisé ma famille pendant quelque temps. Pour eux, c'était « qu'un DUT ».

ANGÈLE COSTIOU,
ÉTUDIANTE EN COMMUNICATION

Avec l'influence inconsciente de mes parents, j'ai fait un IUT Gestion des entreprises et des administrations après mon bac ES. Dès le début, j'ai ressenti un réel mal-être, mais je ne voulais pas leur en parler de peur de les décevoir. J'ai fini par le faire. J'ai fini mon année, pour mes parents, et j'ai commencé une formation dans laquelle je m'épanouis pleinement.

Harcèlement : mutisme dans les cours d'école

En France, 700 000 élèves sont victimes de harcèlement scolaire. La honte et la peur des représailles, mêlées à l'absence de réponse éducative, poussent les victimes au silence et à l'effacement.

« Pour moi, la seule solution, c'était attendre que ça passe », confie Camille*, 22 ans. Elle a été harcelée en classe de Première et de Terminale. Chaque jour, moqueries sur les réseaux sociaux et insultes des autres élèves la frappaient de plein fouet. Malgré un besoin d'être soutenue, la difficulté de parler l'a enfermée dans ses souffrances : « Au départ, on a honte et peur des représailles. »

D'après les chiffres officiels du ministère de l'Éducation nationale, un enfant sur dix serait victime de harcèlement. Sa prise en charge est rendue difficile, en grande partie, par le silence des victimes. D'après différentes estimations d'associations, 40% n'en parlent à aucun adulte.

Sarah* a été confrontée au harcèlement en tant que mère. Sa fille en a été victime à l'école primaire puis au collège, notamment à travers les réseaux sociaux où des photos et vidéos pornographiques d'elle ont été diffusées. Pour cette maman, difficile d'agir quand l'enfant reste muet : « Ma fille n'allait pas bien mais ne me disait rien. Plusieurs années après, on commence tout juste à reconstituer les pièces du puzzle. » D'après

Antoine Nobilet, psychologue spécialiste de l'enfance à Trébeurden, « ça peut venir du désir d'être accepté par le groupe et de la peur d'être encore plus stigmatisé, mais aussi de l'effet de sidération. C'est un traumatisme, avec une notion de culpabilité, on se dit qu'on est responsable ».

Une absence d'écoute

Parmi les autres raisons de ce silence, la peur de ne pas être pris au sérieux, ce qui est souvent le cas. Camille en a parlé à ses parents, mais le lycée n'a pas pris la mesure du problème. « Ma mère a prévenu le CPE (Conseiller principal d'éducation), mais il n'a rien fait. Tout le monde dans mon lycée le savait et personne ne m'a aidée. Mon prof principal m'a même dit que si j'étais harcelée, c'est que j'avais dû le chercher. »

Sarah fait le même constat : il ne s'est rien passé quand elle a alerté l'équipe pédagogique de la situation de sa fille, au collège. Antoine Nobilet déplore ce manque de confiance de la part des parents, enseignants et surveillants. « On n'est pas à l'écoute des enfants, regrette le psychologue. Les adultes se disent "Ce sont des enfantillages" et laissent faire. »

À force que les gens ne veulent plus qu'on existe, soi-même on ne veut plus exister.

Les victimes de harcèlement sont ainsi laissées à l'abandon, destinées à s'effacer et subir la situation. « Lever la main en cours, ce n'est même pas la peine d'y penser, commente Camille. À force que les gens ne veulent plus qu'on existe, soi-même on ne veut plus exister. »

La plupart du temps, le changement d'établissement se révèle être la seule issue. C'est ensuite, bien plus tard, que la parole se libère. Voire même que l'on réalise qu'on a été victime de harcèlement. « Quand j'ai commencé à en parler, deux ans après, mettre des mots sur ce que j'avais vécu m'a fait l'effet d'une thérapie, raconte Camille. J'ai commencé par me le raconter à moi-même, et puis j'en ai parlé autour de moi, aux gens en qui j'avais vraiment confiance. »

Chloé*, 15 ans, harcelée à l'école primaire et au collège, a quant à elle décidé de se confier dans un livre, qui lui sert à la fois d'exutoire mais aussi à transmettre un



Qu'est-ce que le harcèlement scolaire ?

« Un élève est victime de harcèlement lorsqu'il est soumis de façon répétée et à long terme à des comportements agressifs visant à lui porter préjudice, le blesser ou le mettre en difficulté de la part d'un ou plusieurs élèves. » (Dan Olweus, psychologue spécialiste du harcèlement scolaire, 1993)

Que dit la loi ?

Les coupables de faits de harcèlement scolaire âgés de plus de 13 ans risquent des peines de prison allant de 6 à 18 mois et une amende de 7 500 euros. Les peines sont aggravées si l'auteur est majeur : de 1 an à 3 ans de prison et de 15 000 euros à 45 000 euros d'amende. La formation du personnel éducatif au harcèlement n'est pas obligatoire.

message : « Je voulais me libérer de tout ce que j'avais en moi, mais aussi faire comprendre aux personnes qu'on peut se sortir du harcèlement en parlant, qu'il ne faut pas se refermer sur soi-même. »

Pour les anciens harcelés, si la parole se libère progressivement, les conséquences sur le long terme sont lourdes. « Si le terrain est déjà fragilisé, ça vient s'ajouter et faire écho, explique Antoine Nobilet. On a parfois une estime de soi qui est complètement brisée et là, on part sur des années de thérapie derrière. » C'est le cas de Camille. Elle raconte l'après : « Je pensais qu'en quittant le lycée, je pourrais tourner la page, mais je n'y arrivais pas. J'avais un malaise vis-à-vis des gens, je pensais qu'on allait me détester si j'étais moi-même, qu'on me jugeait en permanence. Je me suis construit une carapace pour que le manque de confiance en

moi ne se voit pas. Mais il est bien là, tout le temps. »

Malgré ces séquelles, pour les anciennes victimes, il est essentiel d'avancer sans se laisser enchaîner par les souvenirs du passé. « Ça m'a rendue plus forte, il ne faut pas se laisser abattre », déclare Laura*, qui a été harcelée pendant six mois lors de sa première année d'études. Pour Camille, le plus important est de se mobiliser afin de limiter ces situations dans les établissements : « Nous sommes plus forts que nos harceleurs. L'important, c'est d'en parler. Non seulement pour soi-même mais surtout pour aider ceux qui le vivent à voir qu'ils ne sont pas seuls. »

*Les prénoms ont été modifiés.

Cassandra Leray,
Anouk Loisel

Malika Barbot

L'initiative

Depuis trois ans, le lycée Bossuet-Saint Joseph, à Lannion, a mis en place un système de « correspondants santé ». Sur la base du volontariat, les lycéens reçoivent une formation de l'Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie pendant une année, une heure par mois, pour apprendre à repérer et à gérer les situations de harcèlement.

Article complet à retrouver sur le web.

Aller plus loin...

CAMILLE,
ANCIENNE VICTIME

Pour moi, la seule façon de lutter dans les écoles, c'est par le biais d'élèves formés à détecter les situations problématiques. Certains établissements ont des « élèves médiateurs », ça devrait être systématique. Il faut aussi plus de prévention dans les écoles et, surtout, former les professeurs, car les surveillants ne peuvent pas toujours détecter le harcèlement.

ANTOINE NOBILET,
PSYCHOLOGUE

Il faut développer l'empathie, se poser la question de ce que ressent l'autre et casser les stéréotypes, arrêter de dire que les garçons sont violents par nature. Et, surtout, ne pas attendre que les enfants viennent dire que ça ne va pas mais demander, donner la parole, écouter ! Il faut montrer que des adultes l'ont vécu aussi pour que l'enfant soit moins isolé.

Des visages sur les murs du Trégor

Le projet photographique mondial « Inside Out » débarque dans le Trégor. Au début de l'été, des centaines de portraits en noir et blanc devraient habiller les murs des villes et villages. Une aventure artistique et sociale, pour donner de la visibilité à tous.

Et si votre portrait était affiché sur la mairie de Lannion ou la place du village du Vieux-Marché ? Inside Out, c'est simple : prendre des volontaires en photo, tirer leur portrait sur un poster de 140 cm par 90, et les afficher sur les murs des communes. Cette idée s'inscrit dans un projet d'art à échelle mondiale. Afficher son portrait, c'est afficher un message. Le coller sur les murs de la ville, c'est en faire une œuvre d'art publique. Porté par le Pôle image rural de Vieux-Marché, ce concept est celui de l'artiste contemporain JR. « **Des gens qui ne se côtoient jamais se retrouveraient côte à côte** », explique Pierre Bueno, le coordinateur du projet.

Appel à portraits

Lannion a été conquise par l'idée. Aux quatre coins de la ville, les appels à portraits sont lancés. L'entrée du centre aéré Joseph-Le-Gall est placardée de portraits d'enfants en noir et blanc. Au-dessus de la fresque photographique, il est écrit au feutre rouge : « Envisageons

les murs ». Durant les vacances scolaires d'hiver, les séances photos se sont enchaînées. Parents et enfants ont posé pour Jean-Phi, animateur du centre de loisirs et photographe improvisé.

Nadia est une autre photographe en herbe. Quelques rues plus loin, au centre social l'Horizon de Ker Uhel, elle parle de « **café parlotte** ». Appareil photo autour du cou, sourire aux lèvres et thermos de café à la main, elle sillonne son quartier entre fin mars et début avril, pour rencontrer les habitants et leur parler du projet. « **À travers une photo, on voit les émotions. Avec ce projet ce sont les émotions du quartier qui vont ressortir** », s'enchant la bénévoles régulière du centre.

Aux abords du Léguer, le foyer Sainte-Anne est également de la partie. « **On fait souvent venir l'extérieur à l'Ehpad. Avec cette exposition, c'est l'Ehpad qui ira à l'extérieur** », s'exclame l'animatrice de la structure, Marie-Claude. Ce qui plaît aussi aux



Jean-Phi, photographe improvisé du centre de loisirs Joseph-Le-Gall, en pleine séance photo.

seniors, c'est de faire perdurer le travail photographique d'Yvonne Kerdudo. Son fonds photo, conservé au Pôle image rural, regorge de plus de 20 000 clichés de Trégorrois, pris entre 1914 et 1954. Il sera intégré au projet.

Inside Out a déjà conquis plus de 300 000 personnes dans le monde. Des centaines de sourires devraient être affichés, début juin, dans le Trégor.

Laureline Pinjon

Léo Roussel

JR et les murs du monde

En 2005, JR, de son vrai nom Jean-René, surprend le grand public avec sa première exposition urbaine : « Portrait d'une génération ». Des portraits, à taille humaine, des jeunes des quartiers populaires de l'Est parisien, collés à même les murs. Les clichés dégagent un message politique fort, spécialement au moment où les banlieues françaises s'embrasent. L'artiste enchaîne. Deux ans plus tard, il affiche des portraits gigantesques d'Israéliens et de Palestiniens, collés face à face, des deux côtés du mur qui sépare la région. C'est la plus grande exposition photographique au monde. JR décide alors de faire des murs du monde entier sa galerie d'art. Il lance le projet mondial Inside Out. De New York à Bruxelles, du Ghana à la Polynésie, tout le monde peut s'approprier l'idée : faire imprimer ses portraits en poster, et faire de son propre message une œuvre d'art publique. Le projet a déjà parcouru plus de 120 pays. Prochaine destination : le Trégor.

Alzheimer : des bistrotts pour retrouver la mémoire

La dépendance des malades d'Alzheimer provoque souvent un isolement social, subi à la fois par le malade et son entourage. Les Bistrotts mémoire mettent en place des rencontres dans des cafés, où aidants et aidés sont invités à venir dialoguer.

Trois millions, c'est le nombre de personnes, malades ou proches aidants, qui seront concernées par la maladie d'Alzheimer en 2020, d'après les estimations du ministère de la Santé. Pour les aider à lutter contre l'isolement social, les Bistrotts mémoire mettent en place des lieux d'échanges en dehors du cadre médical. L'occasion de partager un verre mais aussi de s'informer et trouver conseils.

Depuis sept ans, Jeanne est diagnostiquée malade d'Alzheimer. Sa fille, Marianne, s'occupe d'elle tous les jours. Quotidiennement, elle lui raconte sa vie, l'aide à se

rappeler. « **Maman et moi, on est isolées, constate l'aidante. Moi, je rencontre des gens de par ma vie, mais je veux que maman aussi en rencontre, des gens comme elle, des êtres humains avec cette petite déficience : la mémoire en moins.** »

Le premier Bistrot mémoire des Côtes-d'Armor a ouvert en janvier. Initiée par l'Ehpad Notre-Dame de Plestin-les-Grèves, la rencontre a lieu une semaine sur deux, le mardi, entre 14h et 17h. Elle alterne entre le café L'Express à Plouaret et Le petit Saint-Michel à Saint-Michel-en-Grève, où les bistrotts accueillent chaleureusement

le groupe de parole avec du thé et du café.

Jeanne et Marianne ont décidé de s'essayer au Bistrot mémoire. Dans le café central de Saint-Michel-en-Grève, avec d'autres duos, elles sirotent des boissons chaudes. Au fond du bar, autour d'une table en bois sombre, une petite dizaine de participants ayant pour point commun leur maladie sont réunis.

La parole se libère, timidement. On évoque son quotidien, mais aussi son passé. On papote. On rigole. On chante même, parfois. Entre les bavardages, une voix claire se distingue : Sophie*, at-



teinte d'Alzheimer, chantonne une comptine de son enfance, qu'elle n'a jamais oubliée. « **Les Bistrotts mémoire sont l'occasion de ramener une parole, qui des fois, n'existe plus entre l'aidant et l'aidé, car la maladie est devenue trop pesante** », explique Lise Gauvin, psychologue et animatrice

des rencontres. « **Ces moments de partage aident à accepter la maladie et on espère que les gens oseront venir.** »

*Le prénom a été modifié.

*Cassandra Leray,
Laureline Pinjon*